

Longueuil, le 23 avril 2003

Aux Commissaires
Le secrétariat de la Commission sur le développement
durable de la production porcine
575, rue Saint-Amable, bureau 2.10
Québec (Québec) G1R 6A6

Objet : Processus de consultation sur le contenu du mémoire de la Fédération des producteurs de porcs du Québec

Madame, Messieurs,

Suite à une remarque de M. Lucien Breton, le 14 avril 2003, lors du dépôt de son mémoire à l'effet qu'il n'a pas été consulté sur le contenu du mémoire de la Fédération, nous croyons important de vous soumettre le processus de consultation que nous avons entrepris dès le mois d'août dernier.

Calendrier de la consultation auprès des producteurs de porcs

- | | |
|------------------|---|
| 22 août 2002 | Consultation du Conseil d'administration sur les attentes de chacun aux audiences du BAPE sur le développement de la production porcine. |
| 25 octobre 2002 | 1 ^{ère} journée de réflexion avec le Conseil d'administration et les deux comités de mise en marché (comité des naisseurs et comité des finisseurs). Ces deux comités sont formés d'un représentant de chaque région et ont un pouvoir décisionnel. La représentation de ce groupe de réflexion était donc de trois personnes par région pour les douze régions. La réflexion a porté sur les forces et les faiblesses des outils collectifs et des programmes mis en place par la Fédération. |
| 11 décembre 2002 | 2 ^e journée de réflexion avec le Conseil d'administration et les deux comités de mise en marché sur les préoccupations de part et d'autres et sur les objectifs à se fixer. |
| 23 janvier 2003 | 3 ^e journée de réflexion avec le Conseil d'administration et les deux comités de mise en marché sur des pistes de solutions. |

18 février 2003 Consultation des délégués en assemblée semi-annuelle de la Fédération. La consultation s'est faite sous forme d'atelier de travail regroupant six à huit producteurs par atelier. Vous trouverez ci-joint le cahier d'atelier, ainsi qu'une présentation qui a été faite aux délégués.

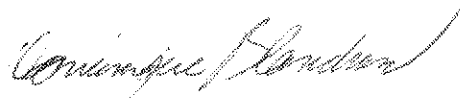
Du 26 février
au 19 mars 2003 Consultation de tous les producteurs de porcs dans les Assemblées générales annuelles des syndicats régionaux. Vous trouverez ci-joint une présentation faite aux producteurs pour recueillir leurs commentaires.

27 mars 2003 Consultation finale du Conseil d'administration sur les propositions de la Fédération.

Je vous envoie également la structure de la Fédération et les règlements généraux. Tous les producteurs de porcs peuvent participer à l'assemblée générale de leur syndicat régional et s'exprimer sur les sujets qui y sont discutés.

Si vous avez d'autres questions, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Veuillez accepter, Madame, Messieurs, mes salutations les meilleures.



Dominique Blanchard
Responsable à la Vie syndicale
Fédération des producteurs de porcs du Québec

p.j. (5)

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est composé, outre du président, des présidents des syndicats régionaux et des comités de mise en marché. Responsable de la direction générale de la Fédération, le conseil d'administration prend les dispositions nécessaires pour donner suite aux décisions de l'assemblée générale annuelle. Il s'est tenu 7 réunions du conseil d'administration au cours de l'année.

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le comité exécutif voit au suivi des décisions du conseil d'administration et à la gestion courante des opérations de la Fédération. Le comité exécutif s'est réuni à 9 reprises cette année.

COMITÉ EXÉCUTIF ET CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

M. Clément Pouliot

Bas-Saint-Laurent

M. Gratien Lavoie

Beauce

M^{me} Lyse G. Audet

1^{er} membre de l'exécutif

Centre-du-Québec

M. Jean-Guy Vincent

Côte-du-Sud

M. Claude Lavoie

Estrie

M. Jean Duquette

Lanaudière

M. Arthur Duquette

Laurentides

M. Laurent Paquin

Mauricie

M. André Auger

(2^e vice-président)

Québec

M. Laurent Pilote

(2^e membre de l'exécutif)

**Saguenay-Lac-Saint-Jean
et président du comité des finisseurs**

M. Raymond Bouchard

Saint-Hyacinthe

M. Édouard Asnong

(1^{er} vice-président)

Saint-Jean-Valleyfield

M. Jean-Guy Hamelin

Président du comité des naisseurs

M. Gérald St-Gelais

Président du comité des reproducteurs

M. Bernard Dion

LES COMITÉS DE MISE EN MARCHÉ

Les comités des naisseurs, des finisseurs et des reproducteurs ont pour fonction d'élaborer tout projet de mise en vente en commun et tout mécanisme de fixation des prix des produits du groupe de producteurs qu'ils représentent.

Les comités des naisseurs et des finisseurs sont composés des représentants régionaux de chacune des catégories de producteurs. Durant la dernière année, le comité des naisseurs s'est réuni à quatre reprises et a organisé une journée provinciale d'information. Pour sa part, le comité des finisseurs a tenu six réunions.

Le comité des reproducteurs est formé des membres du conseil d'administration de la Société des éleveurs de porcs du Québec.

COMITÉS DES NAISSEURS ET DES FINISSEURS

Régions	Naisseurs	Finisseurs
Bas-Saint-Laurent	Claude Migneault	Gratien Lavoie
Beauce	Luc Veilleux, vice-président	Gaétan Blais, vice-président
Centre-du-Québec	Yvan Fréchette	André A. Forcier
Côte-du-Sud	Pierre Roy, membre de l'exécutif	Jacques Dionne
Estrie	Raymond Demers	Raymond D'Amours, membre de l'exécutif
Lanaudière	Serge Venne	Pierre Riopel
Laurentides	Carl Rousseau	Pierre Lorrain
Mauricie	Conrad Bournival	Yvon Gélinas
Québec	Guy Goupil	Yvon Brochu
Saguenay/Lac-Saint-Jean	Rodrigue Morin	Raymond Bouchard, président
Saint-Hyacinthe	Gérald St-Gelais, président	Pierre Massie
Saint-Jean-Valleyfield	Aucun représentant	Noël Bélanger

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

LA FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC

ASSOCIATION AGRICOLE CONSTITUÉE EN VERTU DE LA LOI SUR LES SYNDICATS PROFESSIONNELS (L.R.Q. c. C-40)

DÉSIGNATION

- 1.- Un groupe de syndicats professionnels de producteurs de porcs forme par les présentes une fédération de syndicats de producteurs de porcs désignée sous le nom de Fédération des producteurs de porcs du Québec .

TERRITOIRE

- 2.- Le territoire de la Fédération comprend la province de Québec.

SIÈGE SOCIAL

- 3.- Le siège social de la Fédération est situé à Longueuil.

OBJET

- 4.- La Fédération a pour objet, généralement, l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, et particulièrement de:
- a) Grouper tous les syndicats de producteurs de porcs;
 - b) Administrer sur le plan provincial, un plan conjoint de producteurs de porcs et en assumer les responsabilités;
 - c) Étudier les problèmes relatifs à la production et la mise en marché des porcs;
 - d) Participer sur les plans provincial et national aux organismes qui s'intéressent à la production et la mise en marché des porcs;
 - e) Coopérer à la vulgarisation de la science agronomique et des techniques porcines;
 - f) Renseigner les producteurs sur les questions de production et de vente des porcs;
 - g) Surveiller et inspirer toute législation intéressant ses membres;
 - h) Rehausser les producteurs de porcs dans l'estime de l'opinion publique.

CARACTÈRE

- 5.- La Fédération est de la nature d'une association professionnelle. Elle ne doit en aucune circonstance s'occuper activement, comme corps, de politique fédérale, provinciale ou municipale. La Fédération pourra cependant prendre parti pour ou contre des mesures, des doctrines, des lois qui affectent les intérêts professionnels des producteurs de porcs.

MEMBRES

- 6.- Peut faire partie de la Fédération tout syndicat de producteurs de porcs pourvu qu'il ait son siège social dans le territoire ci-dessus désigné, qu'il soit dûment affilié à une Fédération régionale de l'UPA et qu'il ait été accepté par le conseil d'administration.

COTISATION

- 7.- a) Tout syndicat doit payer un droit d'entrée de 10.00\$; et,
b) Une cotisation annuelle équivalent à 40% de la cotisation totale annuelle perçue par le syndicat de ses membres.

DÉMISSION OU EXCLUSION

- 8.- a) Tout syndicat qui est en retard de trois mois dans le paiement de sa cotisation cesse automatiquement d'appartenir à la Fédération.
b) Tout syndicat qui veut se retirer de la Fédération doit en donner avis au secrétaire par écrit.
c) Tout syndicat-membre qui se retire ou qui est exclu de la Fédération cesse d'avoir droit aux avantages et ne peut réclamer les sommes qu'il aura versées à la Fédération pour quelque fin que ce soit.
d) Le conseil d'administration a le droit d'exclure un syndicat-membre pour les raisons suivantes:
1) Si le syndicat-membre refuse de se conformer aux règlements;
2) S'il exerce des activités ou s'il prend des attitudes publiques opposées à celles de la Fédération ou de l'Union des producteurs agricoles.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

- 9.- a) La Fédération tient une assemblée annuelle dans les six mois qui suivent la fin de son exercice financier. La date et l'endroit en sont fixés par le conseil d'administration.
b) L'exercice financier de la Fédération commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.
c) L'assemblée générale annuelle doit traiter des sujets suivants:
1. Rapport des activités de l'année par le président.
2. Rapport financier par le trésorier.

3. Rapport des autres officiers, délégués ou chargés d'affaires.
 4. Rapport des comités spéciaux.
 5. Nomination d'un vérificateur.
 6. Modification des règlements.
- d) Les syndicats se font représenter à l'assemblée annuelle par des délégués. Chaque syndicat a droit, en plus de son président qui est délégué de droit, à un délégué par 80 producteurs ou fraction majoritaire de 80 producteurs inscrits au fichier tenu par la Fédération.
 - e) La délégation de chaque syndicat devra être composée des membres faisant partie de la catégorie de ceux qui produisent et mettent en marché des porcs dans une proportion d'au moins les deux tiers par rapport au nombre total de délégués.
 - f) Le quorum des assemblées annuelles est constitué des délégués présents.
 - g) L'assemblée annuelle est convoquée par le secrétaire et il doit s'écouler une période d'au moins 10 jours entre la date de l'envoi de l'avis et la date de la tenue de l'assemblée.

ASSEMBLÉE SPÉCIALE

- 10.-
 - a) Le président ou trois membres du conseil d'administration peuvent demander la tenue d'une assemblée générale spéciale.
 - b) Lorsque l'assemblée générale spéciale est demandée par les membres du conseil d'administration, la demande doit être faite au président ou au secrétaire, par écrit, et doit spécifier le but de l'assemblée.
 - c) Tout avis de convocation doit spécifier le but de l'assemblée et il doit s'écouler une période d'au moins 10 jours entre la date de l'envoi de l'avis et la date de la tenue de l'assemblée.
 - d) Le quorum d'une assemblée générale spéciale est la moitié des délégués, plus un.

VOTE

- 11.-
 - a) Chaque délégué n'a droit qu'à une voix et personne ne peut voter par procuration.
 - b) Le vote se prend à main levée à moins que deux délégués ne réclament le vote par bulletin secret.
 - c) Tout délégué dont le syndicat-membre ne se conforme pas aux règlements de la Fédération ou à une quelconque des conditions arrêtées par le conseil d'administration est déchu de son droit de vote.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 12.- a) La Fédération est administrée par un conseil d'administration dont le nombre de membres est égal, en outre du président, au nombre de syndicats affiliés plus trois.
- b) Le nombre de membres du conseil d'administration faisant partie de la catégorie des membres qui mettent en marché des porcs ne peut dépasser trois.
- c) Les présidents de chacun des syndicats affiliés et les présidents des comités des naisseurs, finisseurs et reproducteurs, prévus par l'article 15 du plan conjoint des producteurs de porcs du Québec pourvu que ces derniers soient membres de leur syndicat, sont d'office membres du conseil d'administration. En l'absence d'un président d'un syndicat ou d'un comité, le vice-président de ce syndicat ou de ce comité le remplace avec les mêmes droits et privilèges.

Lorsqu'un président d'un syndicat devient président de la fédération, ce dernier doit démissionner du poste de président du syndicat qu'il occupe et il est alors remplacé par un autre président. Le président de la fédération peut être réélu à ce poste même s'il n'est plus président d'un syndicat.

- d) Si, en suivant les dispositions du paragraphe c), le conseil d'administration se trouvait composé de plus de trois membres appartenant à la catégorie de ceux qui mettent en marché des porcs seulement, il y aura lieu de réduire ce nombre à trois en procédant de la façon suivante: tous les présidents ou leurs remplaçants membres de la catégorie de ceux qui mettent en marché des porcs, sont de plein droit mis en nomination et, sur le vote par scrutin secret des délégués, les trois qui recueillent le plus grand nombre de voix sont élus membres du conseil d'administration et doivent faire le nécessaire pour que le conseil d'administration auquel ils appartiennent, choisisse un de ses directeurs appartenant à la catégorie de ceux qui produisent et mettent en marché, pour compléter les cadres du conseil d'administration.
- e) Le président et les membres du conseil d'administration qui sont des présidents de syndicats affiliés ou les représentants de ces derniers au conseil d'administration élisent chaque année, parmi le président et les membres du conseil d'administration qui sont des présidents de syndicats affiliés, par scrutin secret, un président, un premier vice-président et un deuxième vice-président; au moins deux de ces personnes, doivent être des membres qui produisent et mettent en marché des porcs.
- f) Le conseil d'administration nomme un secrétaire et un trésorier qui doivent être choisis hors du conseil; une même personne peut combler les deux fonctions.
- g) Les membres du conseil d'administration, de l'exécutif et de tous les comités ont droit en plus de leurs frais de déplacement et séjours, à une allocation sous forme de session dont le montant sera fixé par résolution du conseil d'administration. Le président peut autoriser le paiement des allocations prévues ci-dessus à tous membres à qui il a demandé l'accomplissement d'un service ou d'une mission pour le compte de la Fédération.
- h) Le conseil d'administration doit d'abord se réunir le plus tôt possible après l'assemblée annuelle et ensuite aussi souvent que le nécessitent les besoins de la Fédération.

- i) Les assemblées du conseil sont convoquées par le secrétaire à la demande du président ou, en son absence, de l'un des vice-présidents. Tout avis de convocation doit indiquer le motif de la réunion et une période d'au moins sept jours doit s'écouler entre la date de l'envoi de l'avis et la date de la tenue de la réunion.

Les administrateurs peuvent, si tous sont d'accord, participer à une assemblée du conseil d'administration à l'aide de moyen permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone; ils sont alors réputés avoir assisté à l'assemblée.

- j) Trois membres du conseil ont droit de réclamer la tenue de l'assemblée d'urgence. Ils devront en faire la demande par écrit au président et en spécifier le motif de la réunion.
- k) Le quorum de l'assemblée du conseil est de la moitié des membres plus un.

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL

- 13.- a) Le conseil d'administration s'occupe de la direction générale de la Fédération.
- b) Il prépare le programme des activités de l'année.
- c) Il doit prendre les dispositions nécessaires pour donner suite aux décisions de l'assemblée annuelle.
- d) Il s'adjoint des comités pour l'étude de certaines questions ou la réalisation de certains projets.
- e) Il nomme les membres du comité exécutif.
- f) Il assure la représentation de la Fédération auprès de tout organisme auquel elle pourra s'affilier.

- 13.1 - a) Dans l'exécution de ses fonctions, tout administrateur agit de bonne foi et fait preuve de prudence et de diligence; il doit également agir avec honnêteté et loyauté, dans l'intérêt de la Fédération des producteurs de porcs du Québec, des producteurs agricoles qu'il représente de même que dans l'intérêt ou, à tout le moins, en tenant compte des intérêts de l'ensemble de la profession agricole.

À titre de mandataire de la Fédération, l'administrateur respecte les obligations que la Loi et les statuts lui imposent et il agit dans les limites des mandats et pouvoirs qui lui sont conférés; s'il a entière liberté politique, il évite d'associer la Fédération à toute activité partisane.

Au même titre, l'administrateur s'efforce de représenter dignement la Fédération et s'engage à en faire la promotion; à moins de le faire à titre purement personnel, il s'assure que ses prises de position publiques respectent les orientations arrêtées par la Fédération ou s'appuient sur des décisions prises par elle; il évite également de la critiquer publiquement ou de jeter autrement discrédit sur elle; il en respecte les règlements, orientations et décisions, non seulement dans son discours, mais dans les faits.

L'administrateur s'efforce également d'assister à toutes les réunions et assemblées où il est convoqué, celles visant la formation notamment, et de se rendre disponible pour l'exécution de tout mandat pouvant lui être généralement ou spécialement confié; lors de ces activités, il sera respectueux envers la présidence de même qu'envers ses collègues; s'il a pleins droits de faire valoir ses idées et opinions, il tient compte de la volonté majoritairement exprimée.

- b) L'administrateur doit éviter de confondre les biens de l'organisme qu'il administre avec les siens; il ne peut également utiliser, à son profit ou au profit d'un tiers, ces biens de même que toute information confidentielle qu'il obtient et en raison de ses fonctions, à moins qu'il ne soit autorisé à le faire.

L'administrateur doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et ses obligations d'administrateur.

Il doit notifier à ses collègues tout intérêt qu'il a dans une entreprise ou une association susceptible de le placer en situation de conflits d'intérêts et quitter la réunion lors du vote.

L'administrateur ne peut, directement ou indirectement, se porter acquéreur de biens qu'il administre, ni contracter avec l'organisme qu'il administre; la présente règle ne s'applique pas, toutefois, aux services, biens et programmes administrés par la Fédération et offerts, indistinctement et aux mêmes conditions, à l'ensemble ou à un groupe donné de producteurs agricoles; la présente règle ne s'applique pas également aux questions qui concernent la rémunération de l'administrateur ou ses conditions de travail.

- c) Les actes suivants sont, de façon non limitative, considérés comme dérogatoires et susceptibles d'entraîner, pour l'administrateur en faute, les sanctions prévues à l'article 28 :

- . toute contravention à l'article 26;
- . se servir de son titre d'administrateur pour favoriser des affaires personnelles ou des intérêts particuliers;
- . attaquer publiquement, à l'extérieur des cadres de l'organisation, la Fédération, dans le but manifeste de lui nuire ou de la discréditer;
- . adhérer, supporter ou militer dans toute organisation en opposition directe avec la Fédération;
- . ne pas respecter les règlements de la Fédération en ne payant pas cotisations et contributions notamment;
- . intervenir auprès du personnel pour obtenir des avantages indus ou pour empêcher la divulgation d'informations qui lui seraient préjudiciables;
- . dévoiler des renseignements personnels concernant un individu et obtenus dans l'exercice de ses fonctions;
- . divulguer des renseignements déclarés confidentiels, pour des fins de stratégie notamment;

et de façon générale, tout acte, geste ou déclaration susceptible de causer un grave préjudice à la Fédération.

- d) Tout producteur agricole peut saisir par écrit le conseil d'administration de la Fédération d'un acte dérogatoire qui aurait été posé par un administrateur; le conseil d'administration peut également se saisir de lui-même d'un tel dossier.

Lorsqu'il est saisi ou lorsqu'il se saisit d'une plainte pour acte dérogatoire, le conseil d'administration peut en disposer lui-même ou confier l'affaire à un comité qu'il constitue spécialement ou généralement à cette fin; il peut également rejeter la plainte si les actes en cause lui apparaissent futiles ou insuffisamment graves pour justifier la tenue d'une enquête.

L'organisme chargé d'examiner la plainte doit sans délai informer la personne concernée des faits ou omissions qu'on lui reproche; il invite du même coup cette personne à lui fournir sa version des faits. Avant de rendre toute décision relativement à une plainte pour acte dérogatoire, l'organisme chargé d'en disposer doit informer l'administrateur en cause des actes qu'on lui reproche et l'aviser de la date, de l'heure et du lieu de la réunion au cours de laquelle cette décision pourrait être prise et ce, dans le but de lui permettre d'y assister et d'y faire toutes les représentations qu'il pourrait juger à propos dans les circonstances.

Après avoir examiné les faits et, le cas échéant, entendu la personne concernée, l'organisme peut, compte tenu de l'importance du poste occupé, de la gravité de l'infraction et de la conduite générale du contrevenant, recommander une ou plusieurs des sanctions suivantes :

- . le blâme ou la réprimande;
- . le retrait, temporaire ou définitif, de tout mandat confié;
- . la suspension, avec réintégration conditionnelle ou inconditionnelle;
- . l'exclusion définitive, à titre d'administrateur.

Toute décision doit être approuvée par le conseil d'administration de la Fédération.

LE COMITÉ EXÉCUTIF

- 14.- a) Le comité exécutif se compose du président, du premier vice-président, du deuxième vice-président et de deux administrateurs désignés chaque année, parmi les membres du conseil d'administration qui sont des présidents de syndicats affiliés, par le président et par les membres du conseil d'administration qui sont des présidents de syndicats affiliés ou les représentants de ces derniers au conseil d'administration; pas plus de deux membres du comité peuvent faire partie de la catégorie de membres dont les opérations se limitent à mettre en marché des porcs. Toute vacance survenant dans l'année est comblée par le conseil d'administration en respectant les règles prévues aux présents règlements.
- b) Le quorum du comité exécutif est de trois.
- c) Le comité exécutif se réunit sur convocation du secrétaire à la demande du président ou, en son absence, de l'un des vice-présidents. Tout avis de convocation doit indiquer le motif de la réunion et il doit s'écouler une période d'au moins sept jours entre la date de l'envoi et la tenue de la réunion.

Les membres du comité exécutif peuvent, si tous sont d'accord, participer à une réunion du comité exécutif à l'aide de moyen permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone; ils sont alors réputés avoir assisté à la réunion.

- d) Le comité exécutif administre les affaires courantes de la Fédération et de tout plan conjoint dont elle a l'administration, prépare le budget, retient les services des employés et vote les dépenses administratives. Il doit faire rapport de ses actes au conseil d'administration chaque fois que celui-ci se réunit.

LE PRÉSIDENT

- 15.- a) Le président préside l'assemblée annuelle, les réunions du conseil d'administration et du comité exécutif.
- b) Il assure le respect des règlements.
- c) Le président représente la Fédération dans ses rapports avec les tiers, par ailleurs, il peut déléguer ce droit à une autre personne.

LE VICE-PRÉSIDENT

- 16.- a) Les deux vice-présidents assistent le président dans ses fonctions et exercent toutes autres fonctions pouvant leur être confiées par le président.
- b) En cas d'absence du président, le premier vice-président ou, à son défaut, le deuxième vice-président le remplace.

LE SECRÉTAIRE

- 17.- a) Le secrétaire s'occupe des archives et dresse des procès-verbaux.
- b) Le secrétaire est choisi par le conseil d'administration et n'en fait pas partie.
- c) Il est tenu de donner accès à ses livres à tout membre du conseil.

LE TRÉSORIER

- 18.- a) Le trésorier est responsable de la comptabilité de la fédération: il dépose ou fait déposer sans tarder à la banque, au nom de la fédération, tous les argents qu'il perçoit; il signe conjointement les chèques avec le président ou tout autre personne désignée par le conseil d'administration; il fait tous les déboursés autorisés et fournit au conseil d'administration un compte exact des finances de la fédération; il collabore à la préparation du rapport financier et du budget.
- b) Le trésorier est choisi par le conseil d'administration et n'en fait pas partie.
- c) Le trésorier est tenu de donner accès aux livres à tout membre du conseil.

LE VÉRIFICATEUR

- 19.- Le vérificateur est nommé par l'assemblée annuelle. Il est tenu de surveiller la comptabilité, d'examiner les inventaires, de vérifier l'état de la caisse. Il a accès aux livres n'importe quand; il doit faire rapport à l'assemblée annuelle s'il en est requis par le conseil d'administration.

AFFILIATION

- 20.- a) La Fédération peut s'affilier à l'Union des producteurs agricoles.
- b) Les modes et les droits d'affiliation sont déterminés par l'Union des producteurs agricoles après consultation avec le conseil d'administration de la Fédération.
- c) Les délégués au congrès général de l'U.P.A. doivent être choisis par le conseil d'administration.

AMENDEMENTS

- 21.- Les présents règlements peuvent être amendés par les deux tiers des délégués présents à l'assemblée annuelle ou à tout autre assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin. Tout projet d'amendement est soumis par le conseil d'administration, il doit en être donné avis dans la lettre de convocation. Tout amendement aux présents règlements entrera en vigueur le jour suivant son adoption ou à toute date ultérieure qui sera fixée.

DISSOLUTION

- 22.- La Fédération ne pourra être dissoute aussi longtemps qu'au moins trois syndicats affiliés s'y opposeront.

Août 1995

MÉMOIRE

DE LA

FPPQ

Mandat confié au BAPE

- Établir le cadre de développement durable de la production porcine en tenant compte des aspects économiques sociaux et environnementaux
- Proposer un ou des modèles de production favorisant une cohabitation harmonieuse des activités en considérant les conditions propices à la production porcine dans le respect de l'environnement

DÉMARCHE DE LA COMMISSION

AUDIENCES:

1^{re} étape:
du 22 septembre au 13 novembre
Séances thématiques

2^e étape:
du 25 novembre au 6 février
Tournée d'information

Analyse de ces 2 étapes:

DÉMARCHE DE LA COMMISSION

Intervenants:	1^{re} étape	2^e étape
Coalitions et citoyens:	62,00%	28,40%
Producteurs:	22,00%	49,10%
Sujets:		
Politiques, lois et règlements	20,40%	25,00%
Economie	19,60%	14,00%
Environnement	16,40%	26,00%
Modes et modalités de production	15,00%	16,70%
Social et dév. durable	14,10%	9,20%
Santé	10,50%	6,20%

DÉMARCHE DE LA FÉDÉRATION

- Revue de presse sur une base de donnée
- Veille des audiences :
 - Les préoccupations des citoyens et des producteurs
 - La compréhension des commissaires de la production porcine

DÉMARCHE DE LA FÉDÉRATION

- Journées de réflexion avec les élus de la FPPQ:
 - Le Conseil d'administration
 - Le Comité des naisseurs
 - Le Comité des finisseurs

DÉMARCHE DE LA FÉDÉRATION

- Les journées de réflexion ont permis de:
 - > faire des constats
 - > dégager les enjeux
 - > élaborer des pistes de solution

DÉMARCHE DE LA FÉDÉRATION

- Journée de réflexion du 25 octobre
 - Évaluation des forces et des faiblesses
des modèles de production,
des outils de mise en marché,
du plan agroenvironnemental ,
du programme AQC.

DÉMARCHE DE LA FÉDÉRATION

- Journée de réflexion du 11 décembre
 - Enjeux et préoccupations

Enjeux économiques

Préoccupations des
producteurs et des citoyens

Enjeux environnementaux

Préoccupations des
producteurs et des citoyens

Enjeux sociaux

Préoccupations des
producteurs et des citoyens

DÉMARCHE DE LA FÉDÉRATION

- Journée de réflexion du 23 janvier
 - Pour chacun des enjeux et en tenant compte des préoccupations de part et d'autre:
 - Fixer les objectifs
 - Rechercher des pistes de solution

PLAN DU MÉMOIRE

- Portrait de la production porcine et son évolution
 - > Historique du développement de la production
 - > Contexte mondial et dynamique du marché
 - > Actions mises en place par les producteurs de porcs:
 - > Mise en marché collective
 - > Plan agroenvironnemental
 - > Programme AQC

PLAN DU MÉMOIRE

- Analyse de la situation:
 - > Les grands enjeux
 - > Les préoccupations des producteurs
 - > Les préoccupations de la société
- Vision d'avenir (les objectifs):

PLAN DU MÉMOIRE (suite)

- Propositions et recommandations
(partie la plus importante du Mémoire)
 - Le plan d'action pour le développement durable de la production porcine
 - Les conditions de développement durable

DÉFINITION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Selon l'OMC:
 - développement respectueux de l'environnement
 - économiquement rentable
 - socialement acceptable

PROCESSUS DE CONSULTATION

- Ateliers sur les grands enjeux:
 - > Bloc I: les enjeux économiques
 - Développement du secteur
 - Compétitivité du secteur
 - > Bloc II: les enjeux environnementaux
 - Qualité de la vie rurale
 - Protection de l'environnement
 - > Bloc III: les enjeux sociaux
 - Partage du territoire
 - Cohabitation

TRAVAIL EN ATELIER

- Mise en contexte 5 min
- Discussion 45 min
 - sur les préoccupations et les objectifs (5 min)
 - sur les recommandations (40 min)
- Plénière 10 min

BLOC I Développement du secteur

PRÉOCCUPATIONS DES PRODUCTEURS

- Des modèles de productions rentables
- Le maintien des outils de mise en marché actuels
- Un support de l'état dans une vision du maintien d'un rapport 40-60 (intégrés/indépendants)

BLOC I Développement du secteur

PRÉOCCUPATIONS DES PRODUCTEURS

- Le développement de la production selon des règles bien établies
- Un modèle acceptable qui assure le panier d'épicerie au plus bas prix possible et assure aux producteurs un revenu équivalent au reste de la société

BLOC I Développement du secteur

PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS

- La taille des sites, la grosseur des fermes et la tendance aux méga porcheries
- La croissance et la concentration des élevages
- Le maintien des fermes familiales
- Une diminution des retombées régionales lors d'établissement de grandes unités

BLOC I Développement du secteur

OBJECTIFS

- Adopter un modèle de développement durable du secteur porcin qui répondra aux nouvelles préoccupations de la société québécoise.
- Mettre en place des moyens qui permettront au secteur porcin de maintenir l'équilibre du rapport 40-60 (intégrés/indépendants) et de favoriser la relève, tout en permettant au secteur de continuer à se développer.

BLOC I **Compétitivité du secteur**

PRÉOCCUPATIONS DES PRODUCTEURS

- Une partie des coûts environnementaux doit être assumée par l'État pour nous permettre de demeurer compétitifs sur les marchés internationaux
- Les aides financières doivent être vertes vis-à-vis l'OMC
- La surenchère sur le prix des terres et les obstacles à la relève

BLOC I **Compétitivité du secteur**

PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS

- L'analyse des impacts économiques ne tient pas compte des coûts sociaux et environnementaux (externalités négatives)
- Les impacts subis sont en partie reliés aux exportations
- Les subventions aux plus grands producteurs qui bénéficient déjà d'économies d'échelle
- L'insuffisance des investissements en protection de l'environnement

BLOC I

Compétitivité du secteur

OBJECTIFS

- Ne pas attendre d'avoir une évaluation juste des coûts sociaux et environnementaux pour choisir les moyens. Les moyens doivent permettre au secteur porcin d'atteindre les objectifs environnementaux de la société québécoise, tout en conservant sa compétitivité à l'échelle mondiale. Ces moyens nécessitent une aide gouvernementale.

BLOC II

Qualité de la vie rurale

Préoccupations des producteurs

- Les outils disponibles pour la gestion des odeurs sont coûteux (rampes basses, écrans boisés, enfouissement, toitures, additifs)
- L'efficacité des différents produits et des additifs n'est pas prouvée
- Les épandages d'été devraient être limités et ceux d'automne augmentés

BLOC II

Qualité de la vie rurale

Préoccupations des citoyens

- Les odeurs et autres nuisances (transport, bruit, poussières) sont mal gérées
- Les processus et règles pour la localisation des fermes sont absents
- La déforestation et la dégradation des paysages ruraux
- Le dommage causé aux infrastructures (routes)
- La dégradation du tissu social (due aux conflits)

BLOC II

Qualité de la vie rurale

OBJECTIFS

- Réduire les odeurs
- Conserver le paysage rural

BLOC II

Protection de l'environnement

Préoccupations des producteurs

- La nécessité que la population regagne confiance en l'application des règlements
- La valorisation des engrais organiques
- Le traitement partiel reconnu (séparation des lisiers)
- Le respect des PAEF
- La poursuite en R&D sur les traitements complets
- L'absence de techniques fiables et reconnues
- La reconnaissance des efforts et progrès

BLOC II

Protection de l'environnement

Préoccupations des citoyens

- La pollution des eaux de surfaces et souterraines
- La pollution du sol
- La pollution de l'air
- Les risques à la santé de l'eau potable
- Les surplus de fumiers et lisiers

BLOC II

Protection de l'environnement

OBJECTIFS

- Arrêter la sur fertilisation
- Gérer les excédents
- Protéger l'environnement (écoconditionnalité)

BLOC III

Partage du territoire

Préoccupations des producteurs

- Le droit de produire (loi 184)
- Le partage du territoire pour des usages récréatifs et touristiques
- Les producteurs doivent se donner des balises entre eux
- Les hectares de terres agricoles ont diminué

BLOC III

Partage du territoire

Préoccupations des citoyens

- L'immunité (loi 184) des producteurs
- L'incompatibilité avec les usages récréatifs et touristiques

BLOC III

Partage du territoire

OBJECTIFS

- S'engager à réduire les nuisances tout en conservant le droit de produire.
- Établir un dialogue avec le monde municipal sur les schémas d'aménagement.
(mécanismes formels et informels)

BLOC III Cohabitation

Préoccupations des producteurs

- La non-reconnaissance des efforts accomplis
- Une méconnaissance de la production
- Une participation accrue à la vie communautaire
- Le besoin d'un nouveau pacte social

BLOC III Cohabitation

Préoccupations des citoyens

- L'absence de dialogue et la polarisation des positions
- L'absence de concertation et de transparence
- La perte de confiance (élus, ministères, entreprises)
- La multiplication des conflits

BLOC III Cohabitation

OBJECTIFS

- Établir des mécanismes d'échange des préoccupations et de participation aux décisions.
- S'engager dans une démarche d'implantation de projets.

Cahier d'atelier de réflexion



Assemblée semi-annuelle
Le 14 février 2003
Hôtel Plaza Québec

**ASSEMBLÉE SEMI-ANNUELLE DE LA FÉDÉRATION
DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC
LE VENDREDI 14 FÉVRIER 2003**

TABLE DES MATIÈRES

BLOC I : ENJEUX ÉCONOMIQUES

- Enjeu 1 : Développement du secteur 1
- Enjeu 2 : Compétitivité du secteur 2

BLOC II : ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

- Enjeu 3 : Qualité de la vie rurale 7
- Enjeu 4 : Protection de l'environnement 7

BLOC III : ENJEUX SOCIAUX

- Enjeu 5 : Partage du territoire 15
- Enjeu 6 : Cohabitation 15

BLOC I

ENJEUX ÉCONOMIQUES

ENJEU 1 : DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR

PRÉOCCUPATIONS DES PRODUCTEURS

- Des modèles de productions rentables
- Le maintien des outils de mise en marché actuels
- Un support de l'état dans une vision du maintien d'un rapport 40-60 (intégrés/indépendants)
- Le développement de la production selon des règles bien établies
- Un modèle acceptable qui assure le panier d'épicerie au plus bas prix possible et assure aux producteurs un revenu équivalent au reste de la société

PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS

- La taille des sites, la grosseur des fermes et la tendance aux mégaporcheries
- La croissance et la concentration des élevages
- Le maintien des fermes familiales
- Une diminution des retombées régionales lors d'établissement de grandes unités

OBJECTIFS :

Adopter un modèle de développement durable du secteur porcin qui répondra aux nouvelles préoccupations de la société québécoise.

Mettre en place des moyens qui permettront au secteur porcin de maintenir l'équilibre du rapport 40-60 (intégrés/indépendants) et de favoriser la relève, tout en permettant au secteur de continuer à se développer.

ENJEU 2 : COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR

PRÉOCCUPATIONS DES PRODUCTEURS

- Une partie des coûts environnementaux doit être assumée par l'État pour nous permettre de demeurer compétitifs sur les marchés internationaux
- Les aides financières doivent être vertes vis-à-vis l'OMC
- La surenchère sur le prix des terres et les obstacles à la relève

PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS

- L'analyse des impacts économiques ne tient pas compte des coûts sociaux et environnementaux (externalités négatives)
- Les impacts subis sont en partie reliés aux exportations
- Les subventions aux plus grands producteurs qui bénéficient déjà d'économies d'échelle
- L'insuffisance des investissements en protection de l'environnement

OBJECTIFS :

Ne pas attendre d'avoir une évaluation juste des coûts sociaux et environnementaux pour choisir les moyens. Les moyens doivent permettre au secteur porcin d'atteindre les objectifs environnementaux de la société québécoise, tout en conservant sa compétitivité à l'échelle mondiale. Ces moyens nécessitent une aide gouvernementale.

Adhériez-vous à ces enjeux et orientations?

OUI ☐ NON ☐

Pour traduire adéquatement notre vision, devons-nous ajuster certains éléments ou y ajouter de nouveaux éléments?

RECOMMANDATIONS

A. DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR

- 1) **La croissance du secteur devrait suivre la croissance des marchés, nous visons à conserver notre part de marché mondial, soit 0,5% de la production mondiale**

☐

En accord

☐

En désaccord

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

- 2) **La FPPQ devrait offrir à tous les producteurs des outils collectifs de développement et favoriser la relève :**

a) **En prônant le modèle naisseur-finiisseur**

En accord

☐

En désaccord

☐

b) **En maintenant la mise en marché collective**

En accord

☐

En désaccord

☐

c) **En développant des outils collectifs :**

Services conseils aux producteurs

En accord

☐

En désaccord

☐

(prélevé spécial)

En accord

☐

En désaccord

☐

en partenariat avec la FAQ

En accord

☐

En désaccord

☐

et le mouvement coopératif

En accord

☐

En désaccord

☐

d) **En demandant un meilleur accès à du capital de risque via la FAQ**

En accord

☐

En désaccord

☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

3) Un site de production devrait se limiter à 500 u.a.

☐

En accord

☐

En désaccord

et la distance entre les sites porcins devrait respecter les normes de bio-sécurité (variant entre 1 et 5 km)

☐

En accord

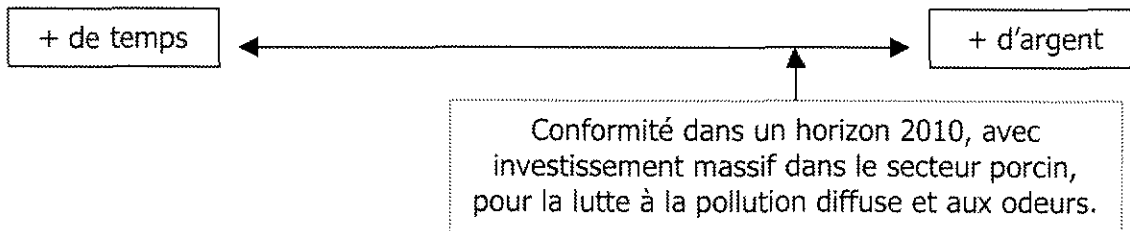
☐

En désaccord

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

B. COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR

4) Pour se conformer, le secteur porcine aura besoin de plus de temps ou de plus d'argent. Ainsi, la Fédération devrait avoir la position suivante :

☐

En accord

☐

En désaccord

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

5) L'aide devrait permettre en priorité d'aider les entreprises existantes à se conformer

- a) **CA est en règle** **mais** **surplus de phosphore**
En accord ☐ En désaccord ☐
- b) **CA n'est pas en règle** **mais** **pas en surplus de phosphore**
En accord ☐ En désaccord ☐
- c) **CA n'est pas en règle** **et** **surplus de phosphore**
(devront régulariser leur situation auparavant soit par baisse du cheptel ou achat de terres)
En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

6) Les aides financières devraient servir, en priorité, les entreprises existantes par rapport aux éléments suivants:

- a) **Les odeurs (rampes basses, toitures, haies brise-vent)**
En accord ☐ En désaccord ☐
- b) **La mise en conformité (avec plan d'accompagnement "ferme par ferme")**
i) **Traitement partiel**
En accord ☐ En désaccord ☐
- ii) **Traitement complet**
En accord ☐ En désaccord ☐
- c) **La structuration des services-conseils**
En accord ☐ En désaccord ☐
- d) **La certification environnementale**
En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

7) Il y a 2 types d'aides gouvernementales :

- les aides agroenvironnementales (Prime-Vert)
- les aides aux coûts récurrents (la portion environnementale des coûts dans le modèle de production de l'ASRA, partage des coûts : 1/3, 2/3)

a) L'aide financière devrait-elle être basée sur les coûts réels?

En accord ☐ En désaccord ☐

b) Devrait-on revoir le plafond des subventions agroenvironnementales?

(ex.: 6 000\$, pour rampes basses, 100 000\$ pour les structures d'entreposage et 200 000\$ pour les procédés de traitement)

En accord ☐ En désaccord ☐

c) Devrait-on revoir le pourcentage d'aide financière?

i) 50% pour les rampes basses En accord ☐ En désaccord ☐

ii) 70% pour augmenter la capacité d'entreposage à 250 jours
En accord ☐ En désaccord ☐

iii) 70% des coûts d'investissement d'un procédé de traitement
En accord ☐ En désaccord ☐

d) Les coûts environnementaux du modèle de coût de production devrait être réévalués annuellement

En accord ☐ En désaccord ☐

e) La partie des coûts environnementaux inclus dans le modèle de coût de production devrait être liée aux efforts réels des producteurs

En accord ☐ En désaccord ☐

Devons-nous explorer d'autres pistes ? Si oui, lesquelles ?

8) _____

9) _____

10) _____

BLOC II

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

ENJEU 3: QUALITÉ DE LA VIE RURALE

PRÉOCCUPATIONS DES PRODUCTEURS

- Les outils disponibles pour la gestion des odeurs (rampes basses, écrans boisés, enfouissement, toitures, additifs) sont coûteux
- L'efficacité des différents produits et des additifs n'est pas prouvée
- Les épandages d'été devraient être limités et ceux d'automne augmentés

PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS

- Les odeurs et autres nuisances (transport, bruit, poussières) sont mal gérées
- Les processus et règles pour la localisation des fermes sont absents
- La déforestation et la dégradation des paysages ruraux
- Le dommage causé aux infrastructures (routes)
- La dégradation du tissu social (due aux conflits)

OBJECTIFS :

Réduire les odeurs
Conserver le paysage rural

ENJEU 4 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PRÉOCCUPATIONS DES PRODUCTEURS

- La nécessité que la population regagne confiance en l'application des règlements
- La valorisation des engrais organiques
- Le traitement partiel reconnu (séparation des lisiers)
- Le respect des PAEF
- La poursuite en R&D sur les traitements complets
- L'absence de techniques fiables et reconnues
- La reconnaissance des efforts et progrès

PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS

- La pollution des eaux de surfaces et souterraines
- La pollution du sol
- La pollution de l'air
- Les risques à la santé de l'eau potable
- Les surplus de fumiers et lisiers

OBJECTIFS :

Arrêter la surfertilisation
Gérer les excédents
Protéger l'environnement (écoconditionnalité)

Adhériez-vous à ces enjeux et orientations ?

☐

OUI

☐

NON

Pour traduire adéquatement notre vision, devons-nous ajuster certains éléments ou y ajouter de nouveaux éléments?

RECOMMANDATIONS

C. QUALITÉ DE LA VIE RURALE

1) Critères d'implantation des nouveaux sites d'élevage :

a) dans un boisé mature

En accord ☐ En désaccord ☐

b) toitures obligatoires

En accord ☐ En désaccord ☐

c) aménagement paysager

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

2) Les sites d'élevage existants situés à moins de 550 mètres des périmètres urbains devraient avoir des toitures obligatoires

En accord ☐ En désaccord ☐

Et des haies brise-vent

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

- 3) **Il faudrait adopter des critères de déboisement en fonction des particularités régionales (ex. : max. 10% des superficies boisées par année par exploitation).**

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

- 4) **L'utilisation de la phytase et l'ajout d'acides aminés de synthèse dans l'aliment pourraient être régis par la Loi des aliments du bétail (c'est-à-dire qu'ils seraient soumis à l'étiquetage)**

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

- 5) **Les producteurs de porcs devraient s'engager à respecter le code des bonnes pratiques d'épandage :**

- i) **Obligation d'utiliser des rampes basses**

En accord ☐ En désaccord ☐

- ii) **Interdiction d'épandage les dimanches et jours fériés**

En accord ☐ En désaccord ☐

- iii) **Utilisation de balises pour identifier les distances séparatrices** (puits, maisons, périmètres d'urbanisation, cours d'eau, fossés, immeubles protégés)

En accord ☐ En désaccord ☐

- iv) **Pour les nouveaux sites d'élevage, injection simultanée à moins de 75 m des périmètres urbains**

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

6) Qui devrait contrôler l'application de ce code :

a) Les municipalités?

En accord ☐ En désaccord ☐

b) L'agronome, par un mécanisme de validation?

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

7) Le code des bonnes pratiques d'épandage devrait-il être conditionnel aux aides gouvernementales

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

D. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

8) Pour l'implantation d'un nouveau site d'élevage dans les ZAL :

a) Il ne devrait pas y avoir de morcellement autorisé à moins de détenir

i. 100% des superficies d'épandage

En accord ☐ En désaccord ☐

ii. 50% des superficies d'épandage

En accord ☐ En désaccord ☐

b) Il ne devrait pas y avoir de traitement autorisé

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

9) Pour l'implantation d'un nouveau site d'élevage hors ZAL :

c) Il ne devrait pas y avoir de morcellement autorisé à moins de détenir

i. 100% des superficies d'épandage

En accord ☐ En désaccord ☐

ii. 50% des superficies d'épandage

En accord ☐ En désaccord ☐

d) Il ne devrait pas y avoir de traitement autorisé

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

10) Les entreprises en surplus devraient adhérer aux actions suivantes d'ici 2010 :

a) Réduction à la source par la régie alimentaire

En accord ☐ En désaccord ☐

b) Augmentation des superficies d'épandage

En accord ☐ En désaccord ☐

c) Implantation de traitement

i. Prioriser le traitement partiel pour extraire 50% de la charge phosphore

En accord ☐ En désaccord ☐

ii. Structurer l'implantation de ces technologies à la ferme

En accord ☐ En désaccord ☐

iii. Accréditer des technologies abordables

En accord ☐ En désaccord ☐

iv. Structurer l'implantation de centres régionaux pour exporter les engrais organiques

En accord ☐ En désaccord ☐

v. Structurer la mise en marché des engrais organiques avec le soutien du gouvernement

En accord ☐ En désaccord ☐

vi. Investir en R&D pour fabriquer de nouveaux engrais organo-minéraux

En accord ☐ En désaccord ☐

vii. Envisager une législation provinciale sur la fabrication d'engrais organo-minéraux (ex. de 5% à 50%)

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

11) Serions-nous d'accord à faire une rotation de culture sur les terres qui nous appartiennent?

En accord ☐

En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

12) La période d'épandage devrait-elle être évaluée en fonction du climat et des particularités de chacune des régions – pour améliorer le climat social?

En accord ☐

En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

13) À l'exception des prairies, devrions-nous obliger l'incorporation immédiate?

En accord ☐

En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

14) Pour protéger la faune, sommes-nous prêts à :

a) conserver les boisés?

En accord ☐ En désaccord ☐

b) planter des bandes riveraines d'au moins 10m?

En accord ☐ En désaccord ☐

c) planter des haies brise-vent?

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

Devons-nous explorer d'autres pistes ? Si oui, lesquelles ?

15) _____

16) _____

17) _____

BLOC III

ENJEUX SOCIAUX

ENJEU 5 : PARTAGE DU TERRITOIRE

PRÉOCCUPATIONS DES PRODUCTEURS

- Le droit de produire (loi 184)
- Le partage du territoire pour des usages récréatifs et touristiques
- Les producteurs doivent se donner des balises entre eux
- Les hectares de terres agricoles ont diminué

PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS

- L'immunité (loi 184) des producteurs
- L'incompatibilité avec les usages récréatifs et touristiques

OBJECTIFS :

S'engager à réduire les nuisances tout en conservant le droit de produire.

Établir un dialogue avec le monde municipal sur les schémas d'aménagement (mécanismes formels et informels).

ENJEU 6 : COHABITATION

PRÉOCCUPATIONS DES PRODUCTEURS

- La non-reconnaissance des efforts accomplis
- Une méconnaissance de la production
- Une participation accrue à la vie communautaire
- Le besoin d'un nouveau pacte social

PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS

- L'absence de dialogue et la polarisation des positions
- L'absence de concertation de transparence
- La perte de confiance (élus, ministères, entreprises)
- La multiplication des conflits

OBJECTIFS :

Établir des mécanismes d'échange des préoccupations et de participation aux décisions.

S'engager dans une démarche d'implantation de projets.

Adhériez-vous à ces enjeux et orientations ?

☐

OUI

☐

NON

Pour traduire adéquatement notre vision, devons-nous ajuster certains éléments ou y ajouter de nouveaux éléments?

RECOMMANDATIONS

E. PARTAGE DU TERRITOIRE

1) Il faudrait accélérer le dépôt des schémas d'aménagement révisés:

En accord ☐ En désaccord ☐

Et pour ce faire,

- a) Les gouvernements devraient fournir aux MRC les ressources nécessaires pour :
 - i) Obtenir un portrait réel de leur région (zones fragiles, aires protégées, etc.)
En accord ☐ En désaccord ☐
 - ii) Mettre en place un mécanisme de concertation efficace
En accord ☐ En désaccord ☐
- b) Les MRC devraient élargir la composition des CCA pour permettre la participation :
 - i) Des producteurs de porcs
En accord ☐ En désaccord ☐
 - ii) D'autres intervenants du milieu
En accord ☐ En désaccord ☐
- c) A partir des schémas d'aménagement révisés, les MRC devraient, en collaboration avec les comités régionaux, élaborer un plan du développement de la production porcine
En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

2) La Fédération des producteurs de porcs devrait fournir aux producteurs une formation adéquate pour une participation efficace au sein des CA élargis. Cette formation aurait :

- a) Un volet technique (schémas, identification des particularités du territoire etc.)
En accord ☐ En désaccord ☐
- b) Un volet social (mécanismes de concertation et conciliation)
En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

F. COHABITATION

Une étude sur les paramètres de cohabitation et d'acceptabilité sociale est en cours et devrait nous aider à trouver des solutions. Cette étude sera présentée au début de l'été 2003.

3) Les entreprises existantes devraient :

a) Informer la population des actions entreprises

En accord ☐ En désaccord ☐

b) Faire preuve de transparence en déposant les PAEF à la MRC

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

4) Un processus de gestion des plaintes en matière de nuisance devrait être élaboré avec la participation des bureaux régionaux des divers organismes

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

5) Devrions-nous mettre plus d'emphasis sur la volet cohabitation dans le plan de valorisation de la profession de la FPPQ?

En accord ☐ En désaccord ☐

Compléments ou commentaires à apporter à cette piste (s'il y a lieu)

Devons-nous explorer d'autres pistes ? Si oui, lesquelles ?

6) _____

7) _____

8) _____